

ANNUAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD

Paris, CNRS Editions, XXXVI, 1997, p. 760

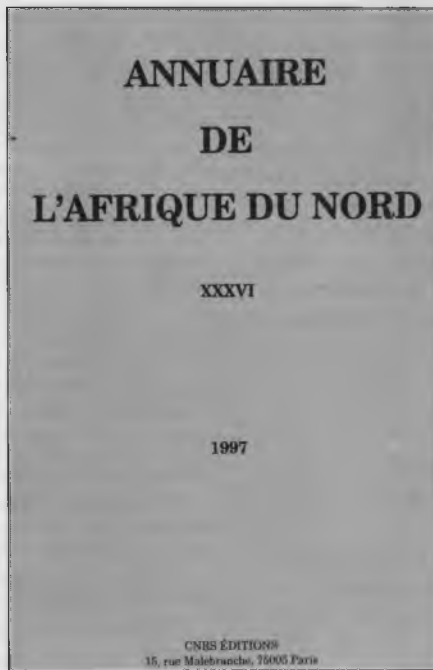
La livraison de l'Annuaire de l'Afrique du Nord 1997 marque une transition vers une nouvelle formule, allégée, plus orientée vers la science politique et l'économie, s'articulant autour de chroniques, dans des délais de parution raccourcis.

Dorénavant, les " Etudes de l'Annuaire " ne sont plus insérées dans l'ouvrage, mais continuent de faire - comme par le passé - l'objet d'une publication séparée aux Editions du CNRS. Elles sont consacrées pour cette année à " L'urbain dans le monde arabe, politiques, instruments et acteurs ", ouvrage collectif sous la direction de P. Signoles, G. El Kadi, R. Sidi Boumedine (voir Correspondances n° 56, mai-juin 1999, p.21).

Une première partie du nouvel annuaire, " Questions en débat ", comprend quatre contributions sur des thèmes divers : une interrogation sur l'éthique journalistique, à partir d'une analyse très critique du mode de traitement du " conflit algérien " par les journaux télévisés de TF1, France 2, MBC, et ENTV (Belkacem Mostefaoui) ; un bilan se voulant exhaustif des politiques publiques de la Tunisie du Changement, dans les domaines culturel et social, politiques qui suscitent toutes les attentions présidentielles et se construisent sur le mode consensuel (Noureddine Sraïeb) ; un travail étymologique sur les catégories identitaires, leur production langagière et leurs registres d'utilisation au sein de la société arabophone de Mauritanie (Mariella Villasante-de Beauvais) ; et un état des travaux de recherche en France sur les discriminations dans le monde du travail à l'égard des jeunes d'origine maghrébine (Maryse Hedibel).

Les chroniques intérieures sont largement consacrées aux processus électoraux, dans des scénarios incertains de la transition démocratique : élections législatives en Algérie pour une première assemblée pluraliste de l'Indépendance, mais où domine un parti présidentiel ayant à peine quatre mois d'existence ; législatives et municipales au Maroc, dans la perspective d'une alternance gouvernementale qui n'a guère mobilisé les électeurs, même si la

réforme des modes de scrutin pouvait laisser espérer un nouveau paysage politique ; un président réélu en Mauritanie, qui rejoint le club des plus de 90% ; rentes de situation pour les oppositions parlementaires en Tunisie, à travers la réforme du code électoral et des règles de financement des partis. D'autres questionnements transversaux sur les droits de l'homme, les politiques de libéralisation économique et leurs ambiguïtés, se dégagent également.



On retrouvera pour chaque pays la traditionnelle chronique juridique d'E. Van Buu, et pour la Tunisie, deux gros plans, sur le pacte national et les aménagements du cadre juridique de la vie politique.

La chronique internationale revient nécessairement sur des thématiques évoquées dans les chroniques intérieures, parce que le binôme droits de l'homme - libéralisation économique articule assez largement les relations du Maghreb avec le monde occidental, et plus encore ses relations avec la France. D'autres questions internationales - les relations avec Israël, l'embargo sur la Libye - continuent d'interférer dans les processus régionaux méditerranéens. L'intégration maghrébine, si l'on considère l'UMA comme son

baromètre, semble en panne, toujours lestée par la question saharienne. Pourtant, un pragmatisme constructif prévaut pour le reste, notamment dans le cadre des relations bilatérales.

La chronique " Maghrébins en Europe " n'apparaît plus dans ce numéro de l'Annuaire, mais la rubrique reste présente dans la troisième partie, constituée des bibliographies, disciplinaires ou thématiques.

S'attacher à trouver dans un Annuaire rénové, un nouvel équilibre entre un panorama annuel de l'actualité maghrébine et une mise en perspective de cette actualité, c'est ce à quoi s'emploie la nouvelle équipe de rédaction de l'Annuaire, à laquelle l'IRMC exprime tous ses vœux de succès, pour la continuation de l'un des principaux instruments de structuration du champ des études maghrébines en France.

◆ **BENLAHCEN TLEMÇANI Mohamed (dir.), *La problématique urbaine au Maroc : de la permanence aux ruptures***, Presses Universitaires de Perpignan (Collection Études), 1998, 300 p.

◆ **BERRIANE Mohamed et HOPFINGER Hans, *Nador (Maroc). Petite ville parmi les grandes***, Tours, URBAMA, Collection "Villes du Monde Arabe", volume 4, 1999, 219 p.

Nombre d'écrits récents sur ce thème incitent à revisiter les concepts et méthodes d'approches liés aux problématiques urbaines. Si certaines contributions tentent de *remettre en cause la vision duale de la ville* (d'un côté la "vraie" ville et de l'autre les quartiers marginalisés) et d'interroger ces discours qui évoquent en termes de *sélection* plus que de *complémentarité* les oppositions classiques médina/ville nouvelle, les autres papiers, à l'image de la seconde contribution de l'ouvrage, ne questionnent guère au contraire *l'importance du concept de centralité aussi bien en analyse spatiale en général qu'en*



analyse urbaine en particulier, principe qui ne serait *plus à démontrer* [parce que] *le survol de la littérature théorique* (établie par ailleurs en d'autres aires géographiques sur d'autres modèles urbains) *corrobore le primat du centre*. L'actualité de ces catégorisations est certes questionnée, notamment dans l'approche de *l'espace clandestin* comme *modèle d'habitat alternatif* ou de la mobilité intra-urbaine des ménages, *mais plus pour nous*

montrer par là même les difficultés des institutions et collectivités locales à appréhender des phénomènes d'ampleur importante que pour illustrer les réflexions mises en œuvre et la nature des débats engagés. Pourtant, après une approche historique montrant comment, sous le Protectorat, *de profonds changements précédant les réformes politiques et instituant l'idée de décentralisation* [se sont esquissés derrière] *des bases apparentes d'une continuité d'exercices des assemblées et structures autoritaires*, nous aurions aimé que les politiques actuelles soient examinées avec un regard similaire, étudiant les creux plus que les reliefs des compétences et actions (*stratégies* ?) des différents opérateurs publics suite au constat de *crises urbaines* attribuées aux croissances rapides et au peu de résultats comparativement aux moyens engagés. La création des *wilayas* s'inscrirait ainsi dans un schéma (à l'échelle territoriale) de *fragmentation-recomposition des grands espaces urbains et de leur périphérie*. Mais quelle autre alternative reste envisageable, alors que *la piste* [des activités informelles] *reste inexploitée* et qu'il est reconnu qu'elles sont *loin d'être facultatives* ? L'ouvrage fait ici le constat douloureux des difficultés de compréhension des mutations urbaines des villes maghrébines, tandis que les qualifications spatiales et urbaines se font encore *en fonction des degrés technologiques atteints par les moyens de production de ces espaces*.

Après Sanaa, Beyrouth et Aden, la collection "Villes du Monde Arabe" - dirigée par Jean-François Troin à URBAMA - a édité récemment un quatrième ouvrage sur une "petite" ville marocaine, Nador. Représentant seulement 0,1 % de l'ensemble de la population urbaine actuelle du pays, l'ensemble urbain du Nord-Est, dont Nador est le noyau, est remarquable par sa croissance puisqu'il compte presque 200 000 habitants en 1994 contre 28 950 en 1960. Toutefois, ce fort accroissement démographique n'a pas toujours été accompagné d'efforts



équivalents du point de vue des infrastructures nécessaires à son bon développement. Passant au peigne fin les nombreux atouts que recèlent cette ville et la région dont elle est l'élément moteur, cette étude géographique souligne de fortes potentialités qui ne demanderaient qu'à être mises en valeur si les autorités - locales et nationales - mais également les entreprises privées - et plus particulièrement les banques - décidaient de

réellement s'investir dans cette région quelque peu excentrée et déshéritée du Maroc. C'est là l'un des points forts de ce travail puisque, rédigé avant le décès de Hassan II, l'actualité semble répondre à l'appel - lancé dans sa conclusion - à l'attention et l'intérêt des "décideurs" sur Nador qui mériterait enfin d'être "traitée comme une cité adulte". En effet, deux événements récents donnent à penser que la situation de Nador, comme de celles d'autres villes moyennes ou délaissées du Maroc, pourrait changer. Tout un symbole, déjà, que la visite du Roi Mohammed VI dans les "provinces du Nord et de l'Oriental" durant la fin 1999 alors qu'Hassan II ignorait volontairement cette région. Plus concret est le lancement récent d'un "débat national sur l'aménagement du territoire pour un développement durable, efficace et équitable" par le Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Habitat. C'est effectivement à une forme d'équité qu'appelle cet ouvrage pour tenter de faire face à un Maroc à deux vitesses qui a toujours privilégié l'axe Casablanca - Kénitra.

◆ STORA Benjamin et ELLYAS Akram, *Les 100 portes du Maghreb. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, trois voies singulières pour allier islam et modernité*, Paris, Éditions de L'Atelier, coll. "Points d'appui", 1999, 304 p.

◆ DAHMANI Ahmed, *L'Algérie à l'épreuve. Économie politique des réformes 1980-1997*, Paris, L'Harmattan, 1999, 295 p.

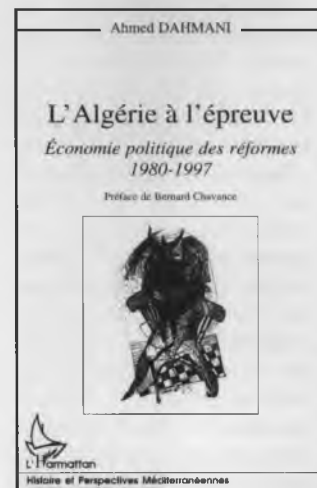
Le journaliste Akram Ellyas et l'historien Benjamin Stora étudient, selon le principe de cette collection, une série de thèmes et de personnalités classés par ordre alphabétique. Bien que l'ouvrage soit principalement circonscrit à l'Algérie, au Maroc et la Tunisie, la Libye est abordée à travers une notice biographique sur le colonel Kadhafi et une entrée "Libye". Les auteurs ne négligent pas les thèmes historiques anciens (Ibn Khaldoun, invasions, Jugurtha, Kahéna, Massinissa, Saint Augustin) et abordent abondamment l'histoire contemporaine, plus particulière-



ment celle du XX^e siècle. Ils nous proposent également de nombreuses notices bibliographiques qui, outre les grands personnages historiques de ce XX^e siècle, nous permettent de suivre les itinéraires des figures politiques maghrébines marquantes de ces dernières années et à propos desquelles les données sont souvent parcellaires. Les questions politiques font l'objet d'un traitement

abondant (alternance politique, armée, crise algérienne, islamisme, partis politiques, etc...), tandis que les questions économiques (corruption, dette extérieure, émigration, Europe, tourisme) et anthropologiques (Berbères, confréries religieuses, femmes maghrébines, harkis, pieds-noirs) ne sont pas laissées de côté. Il est dommage qu'un tel ouvrage soit entaché de nombreuses coquilles qui parfois se révèlent gênantes à la lecture, comme dans l'article "Dynastie" où il est précisé que les Almoravides ont fondé Marrakech en 1602 ! Force est de constater que les auteurs maîtrisent incontestablement mieux l'histoire immédiate du Maroc et de l'Algérie que celle de la Tunisie. Des erreurs sont à déplorer dans les entrées concernant ce pays : l'on apprend que le président Ben Ali est né à Hammam Souk dans le Sahel (au lieu de Hammam Sousse). Les auteurs affirment qu'Abderrahmane Tlili, candidat aux élections présidentielles du 24 octobre 1999, a été secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens le confondant très certainement avec son père Ahmed Tlili, secrétaire général du syndicat unique tunisien dans les années 60. Ils reprennent des données officielles sans les critiquer évoquant l'apparition en Tunisie d'une véritable classe moyenne représentant 55% de la population, alors que d'autres estimations évoquent le chiffre de 30%, en tout état de cause difficile à évaluer.

L'auteur se propose d'étudier l'histoire économique, sociale et politique de l'Algérie de ces deux dernières décennies. Partant de l'analyse de la crise du modèle étatiste de développement (les fameuses industries industrialisantes), Ahmed Dahmani nous invite à analyser les réformes mises en œuvre par l'État pour tenter de répondre aux défis du moment, ainsi que les raisons de leur échec. Pour ce faire, il mobilise les instruments de l'économie politique au sens anglo-saxon du terme et met l'accent sur les croisements entre champ économique et



champ politique. Ce sont justement les interactions entre le mode de développement économique et les processus politiques qui expliquent que les réformes en Algérie n'ont pas abouti. L'État en a été à la fois l'initiateur et l'acteur principal de leur neutralisation. Les tenants des expériences réformatrices se sont sans cesse heurtés aux groupes qui, au sein de l'appareil d'État, appuyaient le statu quo et n'ont pas trouvé au sein de la société les

appuis nécessaires. La nature rentière de l'économie empêche dans une large mesure les réformistes de surmonter les blocages. L'armée et les services de sécurité, axe principal du pouvoir d'État, ont toujours considéré que la crise d'efficacité du système économique et social était transitoire, liée à la réduction des sources de revenus extérieures consécutive à la diminution des recettes tirées de la vente des hydrocarbures. D'où des réformes libérales en demi-teinte et une gestion économique à court terme, la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel de 1994 ne dérogeant pas à cette logique. Après avoir décrit la manière dont le politique prime sur l'économique, l'auteur montre comment le processus de réforme a été paradoxalement vidé de toute visée réformatrice et instrumentalisé par diverses fractions du pouvoir d'État. Dans un excellent chapitre, Ahmed Dahmani s'attarde sur l'expérience réformatrice du gouvernement Amrouche qui a été, de loin, la plus engagée dans la perspective de l'instauration d'une économie de marché et d'un régime démocratique. Il évoque ensuite les défis que va devoir affronter la société algérienne dans les prochaines années. Sa conclusion n'incite guère à l'optimisme, les différents "clans" du pouvoir d'État - captant à leur profit l'essentiel de la rente pétrolière et gazière - apparaissant solidement campés sur leurs positions.

◆ **KHANDRICHE Mohamed (dir.)** *Le nouvel espace migratoire franco-algérien. Des données et des hommes*, Edisud, 1999, 167 p.

◆ **ZEMNI Néjia**, *Chronique d'un discours schizophrène. Récit d'une psychanalyse sans divan*, Paris, L'Harmattan, Coll. "psychologiques", 1999, 185 p.

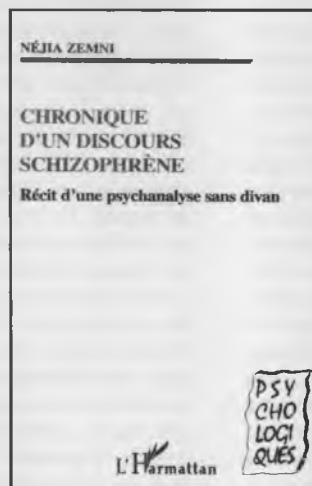
Cet ouvrage vient à point nommé pour ajouter un éclairage relativement actualisé sur l'évolution de la présence algérienne en France. Nous pouvons regretter toutefois qu'il n'ait pas pu rendre compte de la nouvelle donne migratoire consécutive à la crise algérienne des années 90. Outre un "retour" sur la contextualisation de l'émigration algérienne en France et sur l'évolution des flux, les auteurs (A. Ben naceur, M. Khandriche et M. Kouidri) analysent le rôle et le poids des transferts des revenus migratoires, à travers les circuits parallèles en particulier, dans la mise en place d'un système d'échanges et de compensation entre la France et l'Algérie. L'efficacité et la rentabilité de ce système informel révèlent les défaillances



des politiques publiques, la rigidité des réglementations en vigueur en matière d'échanges extérieurs et de politique monétaire de l'État algérien. Ce système a, à son tour, donné naissance à des réseaux et des filières dont les acteurs sont aussi bien les particuliers (d'un côté les émigrés, retraités, pensionnés, allocataires en France, et de l'autre les résidents d'Algérie : pèlerins, touristes...) que les agents économiques (entreprises, indépendants, intermédiaires, importateurs, trafiquants...). Les auteurs

analysent l'entrecroisement des espaces sociaux et des réseaux qui génèrent et structurent cet espace migratoire. Logiques sociales et logiques économiques sont inextricablement mêlées dans l'écheveau des flux d'échanges commerciaux, financiers, humains et symboliques entre les deux rives. Le dernier chapitre de cet ouvrage présente les résultats d'une étude conduite sur les deux rives ayant pour objet de déterminer les contours des deux principales composantes de la présence algérienne en France, à savoir d'un côté les émigrés et les enfants d'émigrés vivant en France, et de l'autre les migrants retournés et réinstallés en Algérie. Le désir de conserver le bénéfice d'une libre circulation entre les deux pays traduit, de la part des Algériens résidents en France, une volonté forte d'intégration en France mais sans assimilation. Si la majorité des migrants ont peu confiance dans les chances de réussite de toute initiative économique en Algérie, leurs relations à la famille, à la communauté et au "bled" en général restent très fortes, régulières et suivies. Toutefois les différences d'attitude sont manifestes entre les jeunes d'un côté et les adultes de l'autre. Les premiers se déclarent plus proches de la société d'accueil, plutôt franco ou euro-maghrébins qu'uniquement algériens, moins tentés par le retour. Chez les femmes, l'option de vivre en France est plus ferme que chez les hommes, même dans la même tranche d'âge. Les Algériennes redoutent l'exclusion subie par les femmes en Algérie et la discrimination sur le marché du travail.

Ce livre retrace, avec simplicité et élégance, l'histoire d'un lien profond et étrange entre deux êtres différents mais traversés par le même souci de recherche et d'analyse de soi, de communication et de libération. Entre le patient et son thérapeute, la gestion du lien clinique s'est étalée, sur une quinzaine d'années, pour muter de l'univers asilaire répressif à l'entretien thérapeutique libre, individuel et partagé avec la famille. La relation thérapeutique est passée de la méfiance à la confiance, en oscillant entre l'amour du transfert et le rejet, la rupture et autres menaces effectives. Pour en rendre compte, la méthode est celle du témoignage vivant, articulé autour d'un discours qui outrepassa la



"scientificité" psychiatrique en optant pour la reconstitution du vécu de la maladie, au travers d'une écoute de la souffrance de l'autre. C'est ainsi que le dialogue est entamé en vue de la découverte, progressive et cumulative, des difficultés d'être et, le cas échéant, du **m é c a n i s m e** de dépersonnalisation basé sur la carence du père comme support de l'autorité. Celle-ci s'impose, en toute légitimité, voire guérit quand elle est du côté de la vérité alors qu'elle est pathologique

quand elle s'accompagne d'imposition, de violence et de silence. Une analyse minutieuse des symptômes et des blocages amène à déchiffrer la réalité de l'amour, de la sexualité, de la mort et de la folie par l'usage de mots simples et profonds mais aussi par une interprétation théorique sereine, de facture essentiellement lacanienne. Sur le plan de l'organisation du discours, le récit est construit selon les phases de l'analyse à savoir la rencontre, l'émergence de la demande, le transfert et l'émergence du sujet avec la résolution du transfert. Sur le plan cognitif, la construction du récit clinique s'opère par l'alternance des voix - celle du thérapeute et du patient - mais aussi par le combat mené contre soi, la lassitude et le doute qui s'emparent des êtres humains confrontés à des situations extrêmes. Si la force de ce livre analytiquement éclairant réside dans la superposition heureuse des deux voix, le problème qui demeure pendant est celui non seulement de la traduction des concepts - du dialectal au français, mais surtout des modes effectifs qui permettent au patient de devenir très analytique ainsi que de la négociation non explicitée par le thérapeute, en vue de l'utilisation écrite du "cas" d'analyse. C'est, en somme, toute la question de la mise en forme du récit et de la fabrication des discours qui n'est jamais exempte d'enjeux symboliques.